

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

**CHAUMONT, le 22 avril 2026**

Nos réf. : SHM/FM/MT n° 26-122

**Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04 mars 2026

**Contexte et constats**

Publié sur 

**OP MOBILITY (ex PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur)**

Z.I. « Les Franchises » - 52200 LANGRES

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04 mars 2026 l'établissement OP MOBILITY (ex PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur) implanté Z.I. « Les Franchises » 52200 LANGRES. L'inspection a été annoncée le 26 février 2026.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été programmée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OP MOBILITY (ex PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur)
- Z.I. « Les Franchises » 52200 LANGRES
- Code AIOT : 0005702394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement OP MOBILITY est spécialisé dans la production de pare-chocs automobiles. Au sein du site de LANGRES, qui occupe une surface d'environ 11 000 m<sup>2</sup>, environ 4 000 pare-chocs sont produits par jour, pour approvisionner les sites du groupe PSA à SOCHAUX et MULHOUSE.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 4.4.1.1	Demande d'action corrective	
6	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 4.4.1.2	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation Administrative	Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 2	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 3.2.2	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 3.3.1	Sans objet
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 2	Sans objet
7	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 4.4.1.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté qu'une mise jour des émissaires atmosphériques et des valeurs limites d'émission (VLE) devait être effectuée.

Les rejets atmosphériques sont conformes aux prescriptions aussi bien en concentrations qu'en flux.

Concernant les rejets aqueux, l'inspection des installations classées constate de légers dépassements des VLE sur les résultats des analyses réalisées en 2025 et 2026. L'exploitant ayant débuté une analyse des causes pour les dépassements constatés en 2025, l'inspection des installations classées demande la poursuite de cette analyse en intégrant les dépassements constatés en 2026.

Enfin, suite au démantèlement de la TAR (tour aéroréfrigérante) du site, l'inspection des installations classées constate que certains articles présents dans les différents arrêtés préfectoraux encadrant le site font toujours référence à cet équipement. L'inspection des installations classées propose donc d'abroger ces articles par voie d'un arrêté préfectoral complémentaire.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation Administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'arrêté préfectoral n° 2005 du 26 juin 2008, délivré à la société Plastic Omnium Auto Extérieur, est modifié en son article 1.2.1 par le tableau suivant :

<i>nature des activités</i>	<i>Rubrique</i>	<i>régime</i>	<i>volume de l'activité</i>
<b>Transformation de polymères par tout procédé nécessitant des conditions particulières de température et de pression (injection, moulage, ...),</b> la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure à 10 tonnes par jour	2661.1a	A	Fabrication de pare-chocs en matière plastique par un procédé d'injection  Capacité de transformation : 30 tonnes par jour
<b>Application, cuisson ou séchage de peintures, vernis, apprêts, colles, sur support quelconque (métal, bois, plastique, ...), et effectuée par un procédé différent du "trempé" (pulvérisation)</b> la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée étant supérieure à 100 kg/jour	2940.2a	A	Chaîne d'application de peinture et de séchage, d'une capacité de 3000 kg/jour + cabine d'application et de séchage "spot repair" d'une capacité de 15 kg/j.
<b>Installation de remplissage ou distribution de gaz inflammables liquéfiés,</b> pour le remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils comportant des organes de sécurité	1414.3	DC	Installation de distribution de GPL pour les chariots élévateurs et de propane dépropylé pour alimenter le poste de flammage de la chaîne de peinture.
<b>Emploi ou stockage d'acétylène,</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant comprise entre 100 kg et 1 tonne	1418.3	D	Stockage et emploi d'acétylène pour des opérations de maintenance.  Présence de 2 à 3 bonbonnes de 50 kg chacune.
<b>Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430,</b> représentant une capacité équivalente totale comprise entre 10 et 100 m <sup>3</sup>	1432.2b	DC	Stockage de peintures dans un local isolé, d'une capacité de 53 m <sup>3</sup> .
<b>Travail mécanique des métaux,</b> la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant comprise entre 50 kW et 500 kW	2560.2	D	Puissance totale des machines : 100 kW
<b>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques,...) par des procédés utilisant des liquides organo-halogénés ou des solvants organiques,</b> Le volume total des cuves de traitement étant compris entre 200 et 1500 litres	2564.2	DC	Présence de 2 fontaines à solvant, contenant au maximum 440 litres.
<b>Stockage de polymères, à l'état de matière première,</b> le volume susceptible d'être stocké étant compris entre 100 et 1000 m <sup>3</sup>	2662.b	D	Stockage de matières plastiques : 315 m <sup>3</sup> (dont 285 m <sup>3</sup> en silos extérieurs)
<b>Stockage de polymères, à l'état de produit semi-fini ou de produit fini,</b> le volume susceptible d'être stocké étant compris entre 1000 et 10000 m <sup>3</sup>	2663.2b	D	Stockage de produits finis : 40 m <sup>3</sup> Stockage de produits semi-finis (encours de production) : 1300 m <sup>3</sup>
<b>Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés,</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 5 tonnes	1412	NC	Stockage de propane dépropylé dans deux cuves de 1750 kg unitaire, et de GPL dans une cuve de 1750 kg.  Soit un stockage total de 5,25 tonnes
<b>Installations de mélange à froid de liquides inflammables visés à la rubrique 1430.</b> La quantité totale équivalente de liquides inflammables susceptible d'être présente étant inférieure à 5 tonnes	1433.2b	NC	Présence de 20 mélangeurs de peinture, de capacité unitaire 25 kg, soit une quantité totale de 500 kg.

<b>Transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique (broyage, découpage, ...).</b> la quantité de matière susceptible d'être traitée étant inférieure à 2 tonnes par jour	2661.2b	NC	Le broyage des chutes de production représente moins de 500 kg par jour (cette opération est majoritairement sous-traitée)
<b>Installation de combustion,</b> La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde. A. L'installation consomme exclusivement du gaz naturel, la puissance thermique maximale de l'installation est inférieure à 2 MW	2910.A	NC	Installations exploitées : - une chaudière d'une puissance de 540 kW - un conditionneur d'air d'une puissance de 370 kW - un sécheur d'une puissance de 12 kW Soit au total une puissance thermique maximale de 922 kW.
<b>Atelier de charge d'accumulateurs,</b> la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW	2925	NC	Puissance de charge inférieure à 10 kW

A : Autorisation — E : Enregistrement — D : Déclaration — NC : Non Classé  
DC : déclaration avec obligation de contrôle périodique

#### Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique que les activités n'ont pas été modifiées depuis la mise à jour réalisée en 2023. La liste des activités autorisées est donc validée par l'exploitant. Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Nombre de points de rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Installations	Type de rejet	Traitement des effluents gazeux	Point de rejet	Vitesse d'éjection des gaz et hauteur du point de rejet
Local de préparation des peintures				
Lavage des pots de peinture	COV	Aucun (rejet direct à l'atmosphère)	2	Hauteur du rejet : 9,4 mètres
Atelier broierie	COV			
Chaîne d'application de peinture				
Poste de flammage (préparation de la pièce)	COV, poussières, NOx	Aucun (rejet direct à l'atmosphère)	3	Hauteur du rejet : 9,4 mètres
Cabine de primaire (apprêt)	COV	Oxydateur thermique	1	Hauteur du rejet : 13 mètres Vitesse d'éjection : 10 m/s
Cabine de base n°1	COV			
Cabine de base n°2	COV			
Cabine de vernis n°1	COV			
Cabine de vernis n°2	COV			
Etuve (en fin de chaîne peinture)	COV			
Extraction en sortie d'étuve	COV	Aucun (rejet direct à l'atmosphère)	4	Hauteur du rejet : 10,4 mètres
Cabine supplémentaire d'application de peinture (retouches)				
Cabine "spot-repair"	COV	Filtres secs	5	Hauteur du rejet : 9,4 mètres
Autres installations				
Local chaudières	NO <sub>x</sub> , CO <sub>2</sub> , CO, SO <sub>2</sub>	-	6	
Distilleuse (régénération de solvants)	COV	Aucun (rejet direct à l'atmosphère)	7	Hauteur du rejet : 8,4 mètres

Constats :

Lors de la visite d’inspection, l’exploitant indique à l’inspection des installations classées que le site ne dispose que de 5 émissaires atmosphériques. Dans les faits, le point de rejet n° 5 « cabine spot-repair » a été supprimé et le point de rejet n° 4 « extraction en sortie d’étuve » est maintenant relié au point de rejet n° 1 « oxydateur thermique » .

Compte tenu de ces constats, il apparaît nécessaire d’effectuer une mise à jour administrative de l’établissement par voie d’arrêté préfectoral complémentaire.

Par courriel du 06 mars 2026, l’exploitant a transmis à l’inspection des installations classées le plan localisant les 5 points de rejets atmosphériques du site, ce plan sera annexé à l’arrêté préfectoral complémentaire.

Les points de rejets actualisés sont les suivants :

- point n° 1 Oxydateur thermique
- point n° 2 Distilleuse
- point n° 3 Broierie
- point n° 4 Flammage
- point n° 5 Chaudière

Type de suites proposées : Sans suite

### N° 3 : Rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 3.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect VLE concentration

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter, après traitement éventuel, les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les mesures s'effectuent selon les méthodes de références homologuées (normes) en vigueur.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Paramètres	Concentrations maximales instantanées autorisées en mg/Nm <sup>3</sup>				
	Conduit n°1 (oxydateur thermique)	Conduit n°3 (poste flammage)	Conduits n°2 (broierie) n°4 et n°7	Conduit n°5 (cabine spot-repair)	Conduit n°6 (chaudière)
COV totaux non méthaniques (exprimés en éq. Carbone)	50 ou 20 selon rendement de l'oxydateur <sup>(1)</sup>	110	110	50	Ø
COV spécifiques <sup>(2)</sup>	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
Poussières	Ø	40	40	40	Ø
NOx (oxydes d'Azote)	100	500	Ø	Ø	150
CO (monoxyde de Carbone)	100	Ø	Ø	Ø	Ø
CH <sub>4</sub> (méthane)	50	Ø	Ø	Ø	Ø
SO <sub>2</sub>	Ø	Ø	Ø	Ø	35

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant présente les résultats des analyses effectuées sur l'année 2025.

Par courriel du 06 mars 2026, l'exploitant a transmis ces résultats à l'inspection des installations classées. Après étude des données aucun dépassement des VLE (valeur limite d'émission) n'est constaté, dans le détail les résultats sont les suivants :

\* Oxydateur thermique :

- COV : 12,8 mg/Nm<sup>3</sup>
- NOx : 1,03 mg/Nm<sup>3</sup>
- CO : 32,8 mg/Nm<sup>3</sup>
- CH<sub>4</sub> : 0 mg/Nm<sup>3</sup>
- Poussières : 0,941 mg/Nm<sup>3</sup>

\* Broierie :

- COV : 29,5 mg/Nm<sup>3</sup>
- Poussières : 0 mg/Nm<sup>3</sup>

\* Flammage :

- Nox : 0 mg/Nm<sup>3</sup>
- COV : 36,4 mg/Nm<sup>3</sup>
- Poussières : 0,373 mg/Nm<sup>3</sup>

\* Chaudière :

- NOx : 7,06 mg/Nm<sup>3</sup>
- SO<sub>2</sub> : 4,42 mg/Nm<sup>3</sup>

L'inspection des installations classées note que l'exploitant a réalisé le suivi des poussières issues de l'oxydateur thermique tel qu'annoncé dans son dossier de réexamen IED, les résultats sont de 0,941 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE fixée à 3 mg/Nm<sup>3</sup> par la réglementation applicable.

La mise à jour des émissaires atmosphérique, prévue en conclusion du point de contrôle n° 2, permettra l'ajout de la VLE sur le suivi des poussières, issues de l'oxydateur thermique conformément la réglementation.

Compte tenu de l'absence de rejet de NOx dans le conduit « poste flammage » et de la VLE applicable dans la réglementation actuelle (100 mg/Nm<sup>3</sup>), l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de la Haute-Marne, dans le cadre de la mise à jour des émissaires atmosphériques du site, de modifier la valeur prescrite dans l'arrêté préfectoral de 2008 en abaissant cette valeur (500 mg/Nm<sup>3</sup>) à 100 mg/Nm<sup>3</sup>.

Finalement, compte tenu des valeurs fournies dans les analyses réalisées par un organisme agréé, et des valeurs relativement faibles par rapport aux VLE autorisées, l'inspection des installations classées encourage l'exploitant à réaliser une étude de réévaluation de ses rejets réels. Cette étude pourra utilement servir de base pour redéfinir le suivi des rejets et notamment la périodicité d'analyse (en augmentant de la périodicité des contrôles).

Ce point de contrôle n'appelle pas d'autre remarque.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect VLE quantités maximales rejetées

**Prescription contrôlée :**

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :



Flux maximum autorisés								
Paramètres	Conduit n°1 – Oxydateur thermique		Conduit n°2 – Broierie		Conduit n°3 – Poste flamme		Conduit n°5 – Cabine spot-repair	
	g/h	t/an *	g/h	t/an *	g/h	t/an *	g/h	t/an *
COV non méthaniques	1 050	8,4	1 155		2 200		800	
Poussières			210		400		640	
NO <sub>x</sub>	2 100	16,8			1 000			
CO	2 100	16,8						
CH <sub>4</sub>	1 050	8,4						

- Les valeurs figurant dans la colonne "t/an" ne sont que des indications basées sur un temps de fonctionnement des installations. Elles ne constituent pas des valeurs limites de rejet, contrairement aux colonnes "g/h".

### Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant présente les résultats des analyses effectuées sur l'année 2025.

Par courriel du 06 mars 2026, l'exploitant a transmis ces résultats à l'inspection des installations classées. Après étude de données aucun dépassement des VLE (valeur limite d'émission) n'est constaté, dans le détail les résultats sont les suivants :

\* Oxydateur thermique :

- COV : 220 g/h
- Nox : 17,7 g/h
- CO : 564 g/h
- CH<sub>4</sub> : 0 g/h

\* Broierie :

- COV : 238 g/h
- Poussières : 0 g/h

\* Flammage :

- Nox : 0 g/h
- COV : 303 g/h
- Poussières : 3,11 g/h

La mise à jour des émissaires atmosphériques prévue, suite aux constats effectués pour le point de contrôle n°2, permettra de d'actualiser les flux autorisés pour le paramètre poussières issues de l'oxydateur thermique ainsi que de définir les flux pour le conduit « distillerie ».

Comme pour les concentrations de polluant, compte tenu des valeurs fournies dans les analyses réalisées par un organisme agréé, et des valeurs relativement faibles par rapport aux VLE autorisées, l'inspection des installations classées encourage l'exploitant à réaliser une étude de réévaluation sur les rejets réels de l'installation. Cette étude pourra utilement servir de base pour redéfinir le suivi des rejets et notamment la périodicité d'analyse.

Ce point de contrôle n'appelle pas d'autre remarque.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 4.4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect VLE rejets eaux de voiries

#### **Prescription contrôlée :**

Les eaux de voiries qui rejoignent le milieu naturel après avoir transité par un séparateur d'hydrocarbures ainsi que les eaux condensées des compresseurs d'air ne devront pas présenter des teneurs supérieures aux valeurs suivantes pour chacun des paramètres figurant ci-après :

	MES	DCO	DBO <sub>5</sub>	Hydrocarbures totaux	Fe + Al	N (azote) global	P (phosphore) total
<b>Concentration maximale journalière admissible (en mg/litre)</b>	35	125	30	5	5	15	5

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant indique que les eaux de voiries sont envoyées dans le réseau pluvial du site, les résultats d'analyse réalisés en janvier 2026 ont été présentés en séance et transmis à l'inspection des installations classées pour courriel du 06 mars 2026.

Après analyse des résultats, aucun dépassement des VLE (valeur limite d'émission) n'est constaté pour les paramètres MES, DCO, DBO5 et Hydrocarbures totaux, dans le détail les résultats sont les suivants :

- MES : < 2 mg/l
- DCO : < 5 mg/l
- DBO5 : < 3 mg/l
- Hydrocarbures totaux : 0,33 mg/l

L'inspection des installations classées constate que les analyses ne sont pas réalisées pour les paramètres Fe + Al (Fer + Aluminium), Azote global et Phosphore total sur le rejet d'eaux pluviales. L'inspection des installations classées constate aussi qu'aucune périodicité de contrôle pour l'analyse de ces paramètres dans les rejets pluviaux n'est précisée dans les divers arrêtés préfectoraux encadrant le site.

L'exploitant ayant fourni les analyses réalisées sur les rejets résiduels du site, qui comportent ces paramètres, l'inspection des installations classées constate que les valeurs ne font pas apparaître de concentration importante (7,64 mg/l pour l'azote, 0,073 mg/l pour le phosphore et 2,27 mg/l pour le fer + aluminium). Sachant que les rejets d'eaux pluviales passent par un DSH (déshuileur et séparateur d'hydrocarbures), le risque de dépassement des VLE est très limité.

Face à ces constats, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'intégrer ces paramètres (l'ensemble des paramètres est indiqué dans l'article 4.4.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2005 du 26 juin 2008) aux analyses réalisées chaque année sur les rejets d'eaux pluviales du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'intégrer les paramètres Fe + Al (Fer + Aluminium), Azote global et Phosphore total aux analyses réalisées chaque année sur les rejets d'eaux pluviales du site (l'ensemble des paramètres est indiqué dans l'article 4.4.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2005 du 26 juin 2008).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N° 6 : Rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 4.4.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect VLE rejets eaux résiduaires

**Prescription contrôlée :**

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur. Néanmoins, pour ce qui concerne les rejets d'eaux à vocation industrielle, l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet de ces eaux résiduaires vers la station d'épuration communale et après traitement éventuel, les caractéristiques de rejet fixées dans la convention de rejet évoquée à l'article 4.3.2 ainsi que les valeurs limites en concentration et flux ci-après :

- débit maximal journalier : 50 m<sup>3</sup>/jour

<i>Paramètres</i>	Concentration maximale en mg/litre (valeur moyenne sur 24 heures)	Flux maximal autorisé en kg/jour
MES	300	15
DCO <sup>(1)</sup>	1000	50
DBO <sub>5</sub> <sup>(1)</sup>	400	20
Hydrocarbures totaux	10	0,5
N global (azote) <sup>(2)</sup>	70	3,5
P total (phosphore)	20	1
Fe + Al (fer + aluminium)	5	0,25
Indice phénols	0,3	0,015

<sup>(1)</sup> sur effluent non décanté

<sup>(2)</sup> comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxyde

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Dans l'hypothèse où ces valeurs limites de rejets ne pourraient être garanties, l'élimination de ces effluents en tant que déchet est à prévoir, selon les règles en vigueur.

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant présente les résultats des analyses réalisées en 2024, 2025 et 2026 sur les eaux résiduaires.

Les résultats pour l'année 2026 font apparaître de légers dépassements de VLE (valeur limite d'émission) pour les paramètres DBO5 et indice phénols, dans le détail, les résultats sont les suivants

- MES : 50 mg/l
- DCO : 855 mg/l
- DBO5 : 420 mg/l
- Hydrocarbures totaux : 7,18 mg/l
- Azote global : 7,64 mg/l
- Phosphore total : 0,073 mg/l
- Fer + Aluminium : 2,27 mg/l
- Indice phénols : 0,37 mg/l

Lors de l'analyse des résultats pour l'année 2025, l'inspection des installations classées constate des dépassement en MES (1250 mg/l), DBO5 (440 mg/l), Hydrocarbures totaux (14 mg/l) et Fer + Aluminium (20,51 mg/l).

L'inspection des installations classées note que les résultats des analyses réalisées en janvier 2026 indiquent une amélioration de la qualité des rejets bien que des dépassements soient toujours constatés. Il est à noter que les analyses réalisées en juillet et novembre 2024 ne font pas apparaître de dépassement des VLE.

En séance, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que des recherches sont en cours pour analyser les causes des dépassements constatés en août 2025. L'exploitant indique aussi que compte tenu du faible niveau des rejets, la réalisation des analyses sur 24 heures s'avère compliquée.

Face à ces constats, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de poursuivre son analyse de causes concernant les dépassements constatés en août 2025 et d'ajouter à cette analyse les dépassements constatés en janvier 2026 dans le but de mettre en œuvre des actions afin d'éviter tout nouveau dépassement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de poursuivre son analyse de causes concernant les dépassements constatés en août 2025 et d'ajouter à cette analyse les dépassements constatés en janvier 2026 dans le but de mettre en œuvre des actions afin d'éviter tout nouveau dépassement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

### N° 7 : Rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 4.4.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect VLE rejets eaux de déconcentration du circuit de refroidissement

**Prescription contrôlée :**

Les purges de déconcentration du circuit de refroidissement doivent respecter les teneurs limites suivantes :

	pH	MES	DCO	DBO <sub>5</sub>	AOx (Métaux lourds)	Métaux totaux	Chrome VI, Cyanure, Tributylétain
<b>Concentration maximale journalière admissible</b> (en mg/litre)	Compris entre 5,5 et 9,5	300	1000	400	1	15	< seuil de détection

### Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique que la TAR du site a été démantelée. L'inspection des installations classées constate qu'une partie des articles encadrant cet équipement et le suivi de ce dernier ont été abrogés en 2013 mais que certains articles sont toujours présents dans les différents arrêtés encadrant le site.

L'inspection des installations classées propose donc d'abroger les derniers articles faisant référence à la TAR, dont celui pris en référence à ce point de contrôle, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite